

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

Rabattre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Courant externe - interne - professionnel - ou examen professionnel ⁽¹⁾
Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : INSPECTEUR DES FINANCES
PUBLIQUES

Preuve n° : 1

Matière : NOTE DE SYNTHÈSE QUES ECO
FINANCIERES

Date : 12 09 2022

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 1

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être
strictement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel
que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute
autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au
stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement.
Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le
jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation
du crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à
l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées
dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la
commission de surveillance.

NOTE / 20
12,25

NOTE DE SYNTHÈSE

L'économie sociale et solidaire représentait, en 2013, environ 10% du produit intérieur brut de la France.

C'est dans ce contexte, que le gouvernement français décidait de doter ce pays d'instruments législatifs afin de développer cette économie. Si l'Europe et la France se sont dotées d'un cadre législatif pour accompagner la croissance de l'économie sociale et solidaire (I), il convient d'étudier l'impact de ces mesures (II), permettant de déterminer la place occupée par cette économie.

I/ Le cadre légal de l'économie sociale et solidaire en France et en Europe.

La France s'est dotée, à partir de 2014, d'instruments légaux permettant d'encadrer et de promouvoir cette économie (A), puis a donné aux entrepreneurs et aux salariés des orientations pour les accompagner vers ce

modèle d'économie (B)

A/ La mise en place d'un cadre legal en France et en Europe:

Selon la loi du 31 juillet 2014, l'économie sociale et solidaire peut se définir comme étant "un mode d'entreprise et de développement économique adapté à tous les domaines auquel adhèrent des personnes morales de droit privé (...)". Autrement dit, la loi n'impose pas de caractère juridique particulier, mais insiste sur le caractère démocratique et, de répartition des bénéfices et de l'intégration des salariés à l'activité de la société. Cette loi impose des conditions cumulatives, qui reprennent les principes susmentionnés. Les sociétés commerciales peuvent également prétendre à agir dans cette économie.

Les salariés, peuvent, avec cette nouvelle loi, se prévaloir de nouveaux droits, comme par exemple celui de proposer une offre de reprise, en cas de cession d'une entreprise

de moins de 250 salariés.

Concernant les secteurs d'activités visés par l'économie sociale et solidaire, il s'agit de ceux qui poursuivent l'utilité sociale, comme l'aide aux personnes fragiles, l'éducation populaire, ou encore la transition énergétique. Au niveau européen, il n'existe pas de vrai cadre légal, même si un "plan d'action pour l'économie sociale" proposé à la Commission Européenne le 9 décembre 2021, avait vocation à inciter les états membres à promouvoir cette économie.

B/ Les orientations et aménagements proposés aux Entreprises

Comme il a été évoqué, les salariés d'une entreprise sociale et solidaire ont des droits supplémentaires. Ces sociétés peuvent également prétendre à solliciter des financements spécifiques, comme par exemple des contrats à impact social (financements par des personnes privées, remboursés par l'état), des dons ou des financements par l'agrément "entreprise solidaire d'utilité sociale".

Les sociétés coopératives de productions sont des modèles en matière d'économie sociale et solidaire. En effet, elles ont été créées afin que le salarié y soit le plus intégré possible. Ce dernier a d'ailleurs le statut d'associé majoritaire, où du moins il a la vocation à le devenir ; chaque salarié détient un droit de vote au conseil d'administration ; le directeur de l'entreprise est élu par les salariés-associés pour 4 à 6 ans ; les bénéfices de la société doivent être équitablement redistribués. Les sociétés coopératives de productions peuvent également bénéficier d'avantages fiscaux qui leur sont propres (exonérations des bénéfices redistribués aux salariés).

Ainsi, si la France s'est dotée d'un cadre et propose des aménagements pour les entreprises qui dépendent de l'économie sociale et solidaire, il convient d'étudier l'impact de ce dernier. Le fait de créer un cadre légal montre l'importance que peut représenter l'économie sociale et solidaire.

II / Impact statistique et sociétal de ces mesures :

Si l'économie sociale et solidaire représente 10% des salaires en France, il convient de rentrer dans le détail de la place occupée par ~~ce~~ cette économie (A), et de son impact sociétal (B) :

A) Impact statistique -

Les chiffres publiés en 2019 ~~montrant~~ ne permettent pas de montrer le réel impact de la loi de 2014. En revanche, il démontre que l'économie sociale et solidaire représente un véritable secteur. En effet, cela représente, en France, environ 2,4 millions de salaires (10,5% de l'emploi total), et les associations représenteraient 3,2% du produit intérieur brut. En comparaison, l'Economie sociale et solidaire représente 2,8 millions d'organisations et d'entités en Europe, et 13 millions d'emplois.

De plus, cette économie regroupeait en France de

multiples secteurs d'activités tels que l'aide à domicile (800 000 emplois), les établissements privés sous statut (340 000 salariés), ou encore l'éducation prioritaire (230 000 emplois).

Enfin, il apparaît que cette économie emploie d'ailleurs de femmes que d'hommes. En effet, les femmes représentent deux tiers des salariés, et plus de la moitié des cadres.

Il apparaît, à partir des récentes études statistiques que l'économie sociale et solidaire est en pleine croissance, car son poids dans la population active a doublé en 30 ans, et que ses emplois ont également doublé.

B/ Impact sociétal de l'économie sociale et solidaire

L'économie sociale et solidaire offre un potentiel de croissance. En effet, de nombreuses entreprises n'hésitent plus à se lancer dans les activités, notamment de transition énergétique (recyclage des déchets...) ou d'aide à la personne.

La loi du 10 février 2020, mise en application en 2022, oblige les entreprises génératrices de déchets à gérer eux-mêmes leur propres déchets, afin de lutter contre le gaspillage. Ainsi, ces activités de recyclage seront créatrices de nouveaux emplois.

Enfin, par son programme de soutien européen à l'emploi et l'innovation sociale, l'Europe a permis le développement d'entreprise, comme par exemple en Autriche, où une société a développé une technologie permettant de lire en temps réel une traduction en langue des signes.

Ainsi, en se dotant d'un cadre légal, la France et l'Europe veulent développer l'économie sociale et solidaire, qui occupe une place de plus en plus importante du fait des enjeux sociaux, écologique et économique à venir (JO 2024, ...)

NOTE DE PROPOSITIONS

L'économie sociale et solidaire est en pleine croissance, aussi bien en France, qu'en Europe. En effet, son importance dans la population active a doublé entre 1980 et 2010. Pourtant, elle apparaît, selon certains experts, comme peu importante aux yeux de la population. Il s'agit donc de présenter les moyens économiques et politiques qui pourraient être mis en place pour la développer (I), ainsi les moyens de promotions qui pourraient être utilisés (II).

I / Les moyens économiques et politiques

A l'instar du plan d'action proposé par la Commission Européenne le 13 décembre 2021, il paraît être intéressant de proposer un panel, plus important, de fonds publics pouvant financer les besoins des entreprises sociales. Sur le modèle du "crowdfunding", chaque citoyen d'un état européen pourrait financer un projet dans l'économie sociale et solidaire.

De plus, l'Etat peut intervenir en proposant une fiscalité encore plus intéressante à ces entreprises, mais également à ses donateurs.

Enfin, la Commission Européenne pourrait proposer un cadre politique et legal commun à tous les Etats membres, en obligeant, par exemple, qu'une proportion d'emploi soit occupée par l'économie sociale et solidaire.

B/ Promouvoir les moyens déjà existants

La loi du 31 juillet 2014 introduisant et définissant l'économie sociale et solidaire en France. Il convient donc de promouvoir les moyens déjà existants en valorisant les entreprises sociales et solidaires. Les municipalités, pourraient, par exemple proposer des réunions informatifs sur les lois et démarches à accomplir, en contrepartie de création, dans la commune, de société sociale

et solidaire. Les citoyens des municipalités seraient tentés de se rendre et d'utiliser les biens et services mis à disposition par ces sociétés, en valorisant ainsi le circuit court.

De nombreux projets et textes de loi pourraient être mis en place pour valoriser l'économie sociale et solidaire en France, mais la promotion des moyens existants paraît nécessaire.